

FAITS ET DOCUMENTS

Le Mozambique et l'accord de Nkomati

par Christine von Garnier

L'accord de paix signé le 16 mars 1984 entre le Président Samora Machel et le Premier ministre sud-africain P.W. Botha vient compléter les discussions en cours dans les quatre commissions mixtes créées récemment par les deux pays dans les domaines militaire, économique, financier et touristique. Elles ouvrent des perspectives intéressantes pour le Mozambique et éveillent des espoirs dans toute l'Afrique australe en voie de transformation profonde.

l'accord de Nkomati

C'est dans le lieu doublement historique de Komatipoort, à la frontière du Mozambique et de la RSA, que le Premier ministre sud-africain P.W. Botha et le président Samora Machel ont signé le premier traité de paix entre l'Afrique du Sud et un État africain noir.

C'est à Komatipoort, en effet, que Gandhi a été emprisonné par les Anglais et que l'ancien président Paul Kruger a inauguré la ligne de chemin de fer qui devait relier la République boer du Transvaal au port de Lourenço Marques au Mozambique, diminuant ainsi l'emprise des Anglais sur les Boers. Après avoir discuté une heure dans le wagon blanc sud-africain, les deux chefs d'État ont signé les huit copies du traité de paix rédigé en portugais et en anglais.

Parmi les 700 invités, 350 pour chaque pays, on notait l'absence des chefs d'État africains (à part celui du Swaziland) qui n'ont pas répondu à l'invitation du président Samora Machel en signe de solidarité pour l'ANC (African National Congress). De nombreux hommes d'affaires se trouvaient parmi les personnalités sud-africaines qui, selon certains observateurs, auraient conclu le même jour plusieurs contrats privés avec les Mozambicains.

300 journalistes sont venus du monde entier pour observer cet événement historique qui est le signe visible de « temps nouveaux » en Afrique australe. Un événement lourd d'émotion du côté

mozambicain où il a fallu, aux dépens de la fraternelle solidarité africaine contre la RSA, se rendre à l'évidence des réalités : sécheresse impitoyable qui a fait ces six derniers mois 100 000 victimes, échec de l'idéologie marxiste auprès des masses ; manque de soutien économique substantiel et de la part des pays du Comecon ; subversion du MNR¹, menaces militaires du puissant voisin. L'atmosphère était à la fête et à la fraternité dans les deux camps où la sincérité de chacun ne faisait aucun doute.

Le président Samora Machel a prononcé un discours remarqué qui résumait et symbolisait toute la dignité de l'Africain face à l'esclavage, à la colonisation, à la domination, au racisme : *« ce que nous signons aujourd'hui, ce sont des principes universellement reconnus... nous ne voulons pas voir l'Afrique australe devenir le théâtre d'un conflit généralisé »,* et, plus loin : *« la lutte continue pour l'égalité, la démocratie, la justice »*. Il a répété plusieurs fois à la fin, *« a luta continua »*, qui est le slogan utilisé par tous les mouvements de libération. Dans le contexte de son discours, cette formule avait perdu son contenu violent et certains observateurs espèrent qu'elle se réalisera désormais par des moyens pacifiques. Non, vraiment, Samora Machel n'était pas à genoux comme l'ont écrit certains grands journaux européens. De son côté, le Premier ministre sud-africain n'avait pas le visage triomphaliste du vainqueur, mais celui de l'homme politique réaliste qui recherche lui aussi la survie de son peuple autrement que par l'exercice de la force militaire. *« Adapt or die »* avait-il dit à ses concitoyens il y a une année. Son discours, moins fervent que celui du chef d'État mozambicain, était empreint de réalisme et de sincérité, mais on y décelait une pointe de fatalisme : *« Nous sommes tous des Africains, nous partageons le même destin... Aujourd'hui, nous avons pris une décision importante, nous avons choisi la paix. Je sais que ce n'est pas un chemin facile »*.

(1) Mouvement national de résistance.

En vérité, un moment historique que chacun en Afrique du Sud a pu suivre en direct à la télévision et a pris au sérieux. L'ensemble des citoyens sud-africains, noirs et blancs, n'en sont pas moins dépassés par la politique tous azimuts entamée ces dernières semaines par les dirigeants de Prétoria et qui bouleverse leur manière de penser au sujet des «voisins communistes». En Namibie, c'est la joie chez les Noirs: *Ils ont accepté de parler avec des Noirs, même marxistes, il y a donc de l'espoir que les choses s'arrangent aussi de cette manière avec l'Angola, que la guérilla cesse chez nous et que nous ayons bientôt l'indépendance*, nous confie un ancien membre de la SWAPO, visiblement ému par ce «miracle».

Ce «miracle», à quoi le doivent-ils au juste? A la politique de «constructive engagement» des Américains? A la détermination des dirigeants sud-africains d'en finir avec la guerre et ses dépenses insensées? Au réalisme du président Machel? A la discrète pression des autres États africains pour qu'il accepte? A tous, en somme! Mais aussi et surtout à celui que l'on appelle ici l'étoile de la réconciliation, le président zambien Kenneth Kaunda, vers lequel convergent depuis des mois pour le consulter diplomates étrangers, chefs d'États africains et de mouvements rebelles. Un sage d'Afrique! Il a d'ores et déjà annoncé une conférence entre les chefs d'État de la ligne du front: Angola, Mozambique, Zambie, Zimbabwe, Botswana et Tanzanie, pour «faire connaissance» avec les Sud-africains, qui ont accepté.

Le président zambien n'a pas exclu non plus qu'une grande conférence sur la Namibie et l'Angola, proposée par le ministre sud-africain des Affaires étrangères Pik Botha, se tienne aussi dans les mois à venir à Lusaka, sous la présidence possible, dit-on ici, du secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar.

Il semble que les chefs d'État aient tout d'un coup trouvé le fil d'Ariane du labyrinthe de l'Afrique australe...

La force du MNR

L'accord militaire interdit toute activité sur sol mozambicain de l'ANC dont le but est de «libérer l'Afrique du Sud». Ses membres en exil avaient trouvé refuge au Mozambique après avoir été chassés du Lesotho, sur demande de l'Afrique du Sud. Les Sud-africains s'attendent donc à une augmentation de la guérilla chez eux, mais, dit-on ici, *le risque a été calculé*. De leur côté, ils se sont engagés

vis-à-vis du gouvernement mozambicain à renoncer à leur soutien au MNR, qui, selon une publication de l'Institut africain de Prétoria², comprendrait entre 9000 et 11 000 guérilleros et contrôlerait 7 des 10 provinces mozambicaines. Les objectifs du MNR, comme ceux de l'UNITA en Angola, sont essentiellement le sabotage des lignes de chemin de fer conduisant aux ports de Maputo, Beira et Nacala, celui des routes et du pipeline de Beira-Mutare. De plus, il kidnappe régulièrement des techniciens étrangers travaillant à des projets de développement du Mozambique. En soutenant le MNR, le but de l'Afrique du Sud était surtout de forcer les pays dépendant des ports mozambicains, Zimbabwe, Malawi, Zambie et Botswana, à passer par les ports sud-africains, mieux développés, et à augmenter ainsi leur dépendance à son égard. C'était aussi de favoriser, indirectement, la destablisation du gouvernement d'orientation marxiste pour prouver aux Sud-africains eux-mêmes que de tels régimes «ne marchent pas», de décourager les investissements étrangers et d'avoir un levier de pression, le MNR, sur Maputo, pour réduire les activités de l'ANC. Le MNR est non seulement une force militaire importante au Mozambique, mais aussi un facteur politique qui, selon des diplomates en poste dans ce pays, a gagné un soutien important de la part des populations locales déçues par le manque d'infrastructures de base: hygiène, écoles, hôpitaux et autres services. Le Frelimo n'aurait depuis des années, qu'un chiffre stagnant d'environ 100 000 membres. Considérant ces faits, on peut douter que la suppression de l'aide militaire sud-africaine accordée au MNR sonne le glas de ce mouvement «rebelle» et fasse disparaître ce symbole visible et croissant de mécontentement général contre le régime de Maputo. D'autre part, il est maintenant sûr que des voix s'élèvent dans les rangs du MNR pour ne plus «renverser le gouvernement du Frelimo», mais «pour former un gouvernement d'unité nationale». Un arrangement politique paraît donc plus probable, d'autant plus qu'on peut supposer que les Sud-africains n'ont pas laissé le MNR les mains vides avant de signer l'accord de Nkomati. On retrouve, du moins en apparence, le même scénario politique en Angola et en Namibie. A quelques détails près, cependant, qui sont de taille: l'UNITA est extrêmement bien équipée, soutenue encore par d'autres pays africains et arabes, si bien qu'une solution politique est inévitable et doit passer par le retrait cubain. En Namibie, le mouvement nationaliste de la SWAPO

(2) Bulletin de l'Institut africain de Prétoria (n° 2, 1984).

n'a pas de bases conquises, mais jouit à l'extérieur de la protection de l'ONU qui la reconnaît « *comme seule représentante légitime du peuple namibien* ». Tout le jeu diplomatique sud-africain maintenant consiste à la rabaisser au rang de simple parti politique, comme ceux de Namibie, avant d'autoriser des élections sous supervision des Nations unies (résolution 435) qui forcera la SWAPO à composer avec les autres partis.

Le SADCC

Neuf États noirs de l'Afrique australe ont constitué en 1980 à Lusaka la SADCC (Southern African Development Coordination Conference)³, destinée, en priorité, à diminuer leur dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud, et non pas à la confrontation. Il s'agit de l'Angola, du Mozambique, du Malawi, du Lesotho, du Swaziland, de la Zambie, du Zimbabwe, de la Tanzanie et du Botswana. Le succès et l'efficacité de cette organisation régionale dépendent largement du Mozambique qui joue un rôle de pivot en raison de sa position géographique, de ses ports et de ses routes, un rôle qui, soit dit en passant, pourrait être complété par celui de l'Angola, si ce pays s'engage lui aussi sur la même voie que le Mozambique, et même par celui de la Namibie.

L'intérêt des pays occidentaux est grand pour la SADCC, non seulement pour diminuer la dépendance économique de ces pays vis-à-vis de l'Afrique du Sud, mais aussi pour des raisons pragmatiques : plusieurs possèdent une infrastructure satisfaisante (voies de transport, électricité), ainsi que des ressources humaines et naturelles qui rendent ces régions parmi les plus viables économiquement de toute l'Afrique noire. Les investisseurs occidentaux, découragés par les échecs du dialogue Nord-Sud et même des accords de Lomé, semblent maintenant porter leur attention sur le « développement régional » plus que sur celui de chaque pays en particulier.

Intérêt occidental important donc pour cette région australe, qui contient en germe des possibilités de développement fantastiques à condition que les conflits en Angola et en Namibie soient réglés, mais par contre les capitaux promis sont encore rares. Ces investissements sont assortis aujourd'hui de « conditions » dans le domaine socio-économique

et politique (position envers le conflit latent Est-Ouest), de la part des Américains surtout. Alors que le Zimbabwe a réussi dans une certaine mesure seulement à attirer des capitaux étrangers, cela n'a pas été le cas du Mozambique, ouvertement marxiste.

Selon la revue sud-africaine mentionnée ci-dessus, les dirigeants mozambicains auraient « parfaitement compris » le rôle économique important que peut jouer le Mozambique pour la SADCC. Le président Samora Machel y a fait allusion dans son discours très remarqué. L'accord de Nkomati, s'il est suivi de paix intérieure, pourrait bénéficier à la « stratégie intégrationniste » de tous les États de la SADCC, favorisant par là leur indépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud, qui a toujours été très grande et leur stabilité intérieure grâce à un développement économique soutenu par les pays occidentaux rassurés. L'Afrique du Sud continuerait dans ce cas à fournir ces services techniques et scientifiques qu'elle dispense déjà, et certains biens de consommation. C'est un langage que la solidarité africaine à l'égard du président Machel a sans doute compris, même si elle ne s'est pas manifestée officiellement à la cérémonie de la signature.

Les questions économiques

Dans ce contexte, le gouvernement mozambicain trouvera moins urgent de réduire, pour des raisons idéologiques, le nombre de ses travailleurs en Afrique du Sud, environ 50 000, qui d'ailleurs ne trouveraient pas de travail chez eux actuellement. Ils font vivre 3 millions et demi de Mozambicains. Une partie de leurs salaires est payée en devises étrangères au gouvernement mozambicain (elle l'était en or il y a quelques années).

En 1979, le Mozambique importait d'Afrique du Sud 14,4 % de ses importations totales, contre 15,4 % des pays du Comecon. Ces importations concernent essentiellement de la nourriture, des pièces de rechange, de la machinerie. La même année, ses exportations (oléagineux et fruits de mer) vers la RSA représentaient 4,9 % de ses exportations totales, ce pays venant au quatrième rang après les États-Unis, l'Allemagne de l'Est et le Japon. Aujourd'hui, on estime à 42 % la contribution sud-africaine sur le marché des changes du Mozambique.

Ces pourcentages iront certainement en augmentant avec la création des quatre commissions mixtes mozambico-sud-africaines dans les domaines mili-

(3) Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe.

taire, économique, touristique et financier. Elles ont pour but de créer les conditions nécessaires au démarrage d'une économie moderne.

La commission la plus importante actuellement est celle concernant la remise en marche de la centrale hydraulique de Cabora Bassa à laquelle participe également le Portugal qui en avait commencé la construction en 1969. En 1977, 2 ans après l'indépendance, Cabora Bassa a fourni 700 MW à l'Afrique du Sud et 1070 en 1978 après que fut achevée la seconde phase de construction. Le projet actuel étudié par la commission mixte coûtera 435 millions de rands (autant en dollars) et fournira 1450 MW à l'Afrique du Sud, 10 % de sa consommation totale. La capacité de production de Cabora Bassa est si grande que, selon un ingénieur sud-africain, cette centrale pourrait fournir de l'électricité jusqu'en Algérie. Ses revenus n'ont profité jusqu'à présent qu'au Portugal.

L'Afrique du Sud s'est engagée à financer en partie le développement des voies de transport : routes, lignes de chemins de fer, ports, que, d'ailleurs, elle a toujours utilisées, principalement le port de Maputo où elle a un bureau avec employés des chemins de fer sud-africains. Le coût total de cette infrastructure de transports a déjà été calculé par la SADCC (Southern African Transport and Communication Commission) qui a son siège à Maputo depuis 1980 et est pour ainsi dire un organe de la SADCC. Il serait de l'ordre de 1918 millions de dollars, dont 48 % pour les ports.

Maputo devrait être transformé en un port moderne, avec facilités pour les transports de containers et le chargement de charbon. Beira devrait être doté d'équipement off shore pour le transport du pétrole qui passerait d'une capacité de 1,6 à 5 millions de tonnes. Nacala, qui dessert le Zimbabwe et le Malawi, recevrait les équipements nécessaires au transport des containers.

Il y a aussi des projets d'amélioration et de remise en état de routes et de lignes de chemins de fer, notamment la ligne Nacala-Malawi, avec extension reliant le Malawi à la Zambie, et la remise en marche de la ligne Beira-Mutare.

La majorité des hommes d'affaires qui attendaient la signature du traité de Mkomati étaient venus pour passer des contrats dans le domaine de l'hôtellerie. Cet afflux de capitaux sud-africains, mais aussi occidentaux et américains, ne produira pas d'effet, selon les experts, avant 6 ou 8 ans, même si la stabilité politique se confirme. En effet, le personnel qualifié pour le fonctionnement d'une économie moderne manque encore ; ce problème pourrait être résolu en partie par le retour des Mozambicains blancs qui vivent actuellement au Portugal et en Afrique du Sud.

On le constate, le développement économique du Mozambique se fera à petits pas. Ce pays qui s'ouvre à nouveau au capitalisme condamné depuis 9 ans parce qu'il était le système du colonisateur, montre aussi le sens pragmatique de ses dirigeants face aux idéologies, elle aussi importées.